



## RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT REALISATION DE TRAVAUX DANS UN IMMEUBLE BÂTI

Code du Travail – article R4412-97  
Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012  
Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013  
Décret n°2015-789 du 29 juin 2015  
Norme NFX 46-020 – août 2017  
Décret n°2017-899 du 9 mai 2017  
Décret n°2019-251 du 27 mars 2019  
Arrêté du 16 juillet 2019

**Rapport N° 761157 établi le 31/03/2020**

**RN1 BUSE DE WARIN  
80000 AMIENS**

Programme de travaux : Voir document joint  
Ref : Non fournis



### Donneur d'ordre :

**DIRECTION REGIONALE FINANCES PUBLIQUES HAUTS DE FRANCE ET  
DEPARTEMENT NORD - 82 AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY - 59033 LILLE  
CEDEX**

Représentant ayant accompagné l'opérateur de repérage : Aucun accompagnateur

### Laboratoire ayant effectué les éventuelles analyses :

**FLASHLAB - 1 Chemin de Saulxier - 91160 LONGJUMEAU - Numéro  
d'accréditation COFRAC : 1-5952**

**Opérateur de repérage : Alexandre GOMES DOS SANTOS**

**QUALICONSULT IMMOBILIER**

ZAC de la Blanche Tâche  
180 Rue du Général de Gaulle - CS 80720  
80450 CAMON

Tél : 03 22 47 70 70 Fax : 03 22 47 24 79  
amiens.qci@qualiconsult.fr

QUALICONSULT IMMOBILIER - RCS PARIS  
ZAC DE LA BLANCHE TACHE  
180 RUE DU GENERAL DE GAULLE

CS 80720 80450 CAMON - Tel./Fax. : 0322477070 - 0322472479

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros - R.C. VERSAILLES 490 676 293 - SIRET 490 676 293 00288 - APE 7120 B  
Siège social : 1 bis rue du Petit Clamart - Vélizy Plus Bât E - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY - Téléphone : 01.40.83.75.75 - Télécopie : 01.46.30.39.62 - N° TVA Intra-communautaire FR 56 490 676 293

**CE RAPPORT NE PEUT ETRE UTILISE OU REPRODUIT QUE DANS SON INTEGRALITE**

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## SOMMAIRE

I.	CONCLUSIONS.....	3
II.	CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION :.....	4
III.	OBSERVATIONS :.....	4
IV.	PREAMBULE.....	5
V.	BUT DE LA MISSION .....	5
VI.	TEXTES REGLEMENTAIRES.....	6
VII.	METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC.....	7
	1. Obligations du donneur d'ordre	7
	2. Phase de repérage	7
	3. Phase prélèvement et analyse d'échantillons	7
VIII.	LOCAUX VISITES ET NON VISITES.....	8
	1. Liste des locaux visités et non visités	8
	2. Liste des matériaux et produits contenant de l'amiante	8
	3. Liste des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante	8
IX.	RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE .....	9

ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION

ANNEXE 2 - PLANS ET CROQUIS

ANNEXE 3 - PHOTOS

ANNEXE 4 - PROCES VERBAUX DU LABORATOIRE

ANNEXE 5 - DESCRIPTIF DES TRAVAUX ENVISAGES

ANNEXE 6 - ATTESTATION D'ASSURANCE

ANNEXE 7 - ATTESTATION DE CERTIFICATION

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## I. CONCLUSIONS

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :**

MATERIAU	LOCALISATION	CRITERE DE CONCLUSION	OBSERVATIONS / REMARQUES	MOTIFS
<b>Enduits à base de ciment lissé</b> (Murs périphérique)	<u>Extérieur</u> Buse métallique	Résultat d'analyse	/	
<b>Joint entre buse métallique et structure béton</b> (Murs périphérique)	<u>Extérieur</u> Buse métallique	Résultat d'analyse	/	
<b>Revêtement résineux partie droite</b> (Murs intérieurs)	<u>Extérieur</u> Buse métallique	Résultat d'analyse	/	
<b>Revêtement résineux partie gauche</b> (Murs intérieurs)	<u>Extérieur</u> Buse métallique	Résultat d'analyse	/	

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.**

MATERIAU	LOCALISATION	CRITERE DE CONCLUSION	OBSERVATIONS / REMARQUES / MOTIFS	MOTIFS
<b>Peinture</b> (Murs intérieurs)	<u>Extérieur</u> Buse métallique	Résultat d'analyse	/	

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## II. CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION :

Liste des documents fournis par le donneur d'ordre	Observations	Voir annexe
<b>Plans ou croquis</b>		
Non		<b>ANNEXE 2</b>
<b>Autres documents relatifs à la construction</b>		
Non		/
<b>Documents relatifs aux travaux projetés</b>		
Oui		<b>ANNEXE 5</b>
<b>Rapports de repérage antérieurs</b>		
Non		/

## III. OBSERVATIONS :

Intitulé de l'observation	OUI	NON	Sans Objet	Observations
Un plan de prévention a été réalisé avant intervention sur site	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	/
Le bâtiment était vide d'occupants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Le bâtiment était vide de meubles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les équipements et installations étaient en services	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les équipements et installations étaient alimentés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Le vide sanitaire était visitable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les combles ou la toiture terrasse étaient accessibles et visitables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Justificatif des écarts à la norme				

**Propriétaire :**

Société DIRECTION REGIONALE FINANCES PUBLIQUES HAUTS DE FRANCE ET DEPARTEMENT NORD - 82 AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY - 59033 LILLE CEDEX

**Organisme ayant réalisé la mission :**

**QUALICONSULT IMMOBILIER - Agence de AMIENS -**

Contrat d'assurance : **MMA IARD - n°127.106.241** valide jusqu'au 31 décembre 2020

Opérateur de repérage : **Alexandre GOMES DOS SANTOS**

Certificat de compétence : **I.CERT - Parc Edonia - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 SAINT GREGOIRE (CPDI 4677)**

Date de réalisation de la mission : le 19/03/2020

Date de la visite complémentaire :

Date de la visite de reconnaissance : le 19/03/2020

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

#### IV. PREAMBULE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante des principaux éléments de la construction dans le cadre **des travaux de l'immeuble sis :**

**RN1 BUSE DE WARIN  
80000 AMIENS**

**Date de délivrance du permis de construire : <1997**

**Destination présente et passé du local ou de l'immeuble bâti : ,**

Un arrêté conjoint des ministres chargés du travail, de la santé, de la construction définit les catégories de matériaux et produits devant faire l'objet de ce repérage ainsi que les modalités d'intervention.

**Rapports de repérage amiante antérieurs :**

Néant

#### V. BUT DE LA MISSION

Etablir un repérage de la présence éventuelle de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les éléments de la construction et susceptibles d'être affectés par les travaux

**Description des travaux :**

**Programme de travaux : Voir document joint**

**Ref : Non fournis**

**Programme et périmètre de repérage**

Locaux et parties d'immeuble concernés	Ouvrage et partie d'ouvrage inspecté
<b>Parois verticales intérieures</b>	
Extérieur Buse métallique	Murs périphérique / Enduits à base de ciment lissé Murs périphérique / Joint entre buse métallique et structure béton Murs intérieurs / Peinture Murs intérieurs / Revêtement résineux partie droite Murs intérieurs / Revêtement résineux partie gauche

**Dans le cadre de ce diagnostic, seuls les composants affectés par les travaux font l'objet du présent repérage**

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## **VI. TEXTES REGLEMENTAIRES**

- Code du travail – article R4412-97
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret n°2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations
- Décret n°2019-251 du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre le risque d'inhalation de poussières d'amiante
- Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
- Norme NFX 46-020 – Août 2017 : Repérage amiante — Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis — Mission et méthodologie

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## VII. METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

### 1. Obligations du donneur d'ordre

Dans le cadre d'une mission de repérage avant réalisation de travaux, **le donneur d'ordre doit communiquer à QUALICONSULT IMMOBILIER le programme détaillé des travaux** les plans du bâtiment ainsi que tout document pouvant faciliter la recherche des matériaux et produits contenant de l'amiante (rapports antérieurs, document concernant la construction, ...).

En cas de repérage avant travaux, le donneur d'ordre doit définir la nature et le périmètre de l'opération. Il ne doit pas imposer la méthode de repérage, celle-ci étant définie par la norme NF X 46-020. Il ne doit pas définir le nombre de prélèvements à analyser. Le nombre d'investigations approfondies, de sondages, de prélèvements et d'analyses à effectuer ne peut pas être déterminé avant l'achèvement de la mission de repérage.

Le donneur d'ordre a la responsabilité de fournir à QUALICONSULT IMMOBILIER tous les moyens d'accès pour le bon déroulement de sa mission et cela en assurant la sécurité de l'opérateur de repérage. Il désigne un accompagnateur qui doit avoir une connaissance des lieux et qui dispose de tous les instruments d'accès nécessaires.

Le donneur d'ordre informe les occupants et exploitants, de l'intervention qui doit être réalisée dans les locaux, et organise leur présence, si nécessaire, pour accéder à certaines zones. Le donneur d'ordre ou son représentant prend, à la demande de l'opérateur de repérage, les dispositions pour faire évacuer temporairement les locaux si les investigations le requièrent ;

Le donneur d'ordre est tenu :

- de vérifier la cohérence entre le programme de travaux, le périmètre et le programme de repérage proposés ;
- de fournir les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour accéder à certains matériaux (escabeau, échelle, échafaudage, plate-forme élévatrice de personnes, etc.), et d'en définir les conditions d'utilisation ;
- de procéder aux démontages nécessitant des outillages et/ou aux investigations approfondies destructives demandés par l'opérateur de repérage ;
- d'informer l'opérateur de repérage en cas de modification du programme de travaux,

**En cas de manquement à ces obligations, aucune réclamation ne pourra être portée par le donneur d'ordre dans l'hypothèse où ce rapport venait à être incomplet.**

### 2. Phase de repérage

La phase de repérage comporte deux étapes :

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage s'enquiert des caractéristiques constructives de l'immeuble ; pour cela, il recherche des zones présentant des similitudes d'ouvrage

Dans un second temps, il :

- recherche et identifie les matériaux ou produits objets du programme de repérage ;
- repère les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante ;
- conclut sur la présence ou l'absence d'amiante.

Tout au long de la mission, les matériaux et produits du programme de repérage sont enregistrés ainsi que leurs caractéristiques (nature, localisation, forme, aspect, etc.).

#### **Avertissements :**

**Le repérage est réalisé conformément à la norme NF X 46-020, qui prescrit la fréquence minimale des prélèvements et des sondages au sein de zones présentant des similitudes d'ouvrage. Compte tenu de l'hétérogénéité de certains matériaux et de leur mise en œuvre parfois aléatoire (par exemple les enduits), il est possible que certains éléments n'aient pu être identifiés avant le début des travaux. En cas de doute, des investigations approfondies devront être engagées.**

Les sondages et investigations approfondies ont été réalisés conformément à l'annexe A de la norme NF X 46-020. Cependant, Il est possible que des revêtements de sol anciens (dalles, colles, ragréages...) n'aient pas été détectés car masqués par un autre revêtement qu'il aura été impossible d'arracher ou enlever le jour de la visite, les locaux étant par exemple encore en activité ou des meubles masquant ces revêtements étant encore en place.

### 3. Phase prélèvement et analyse d'échantillons

Chaque prélèvement a été réalisé avec un outil adapté à la nature du produit ou du matériau puis placé dans un contenant étanche doublé sur lequel ont été portées les indications nécessaires à son identification. Afin d'éviter toute contamination croisée, le matériel a été soigneusement nettoyé à l'aide de lingettes humides entre chaque prélèvement.

Les prélèvements feront l'objet si besoin d'une analyse par un laboratoire accrédité par le COFRAC au titre du programme 144 sous le n° 1-1029. Les méthodes de prélèvements et d'analyses appliquées sont conformes au programme d'accréditation des laboratoires n°144 « Essais concernant la recherche d'amiante dans les matériaux et dans l'air » du COFRAC.

En fonction de la nature du matériau à analyser, les techniques d'analyses appliquées sont les suivantes :

- La microscopie optique à lumière polarisée (MOLP)
- La microscopie électronique à transmission analytique (META).

Ces techniques d'analyses sont prescrites dans l'annexe de l'arrêté du 6 mars 2003 « relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## VIII. LOCAUX VISITES ET NON VISITES

### 1. Liste des locaux visités et non visités

Etage	Locaux visités	Zones non accessibles	Remarques
Extérieur	Buse métallique	/	/

### 2. Liste des matériaux et produits contenant de l'amiante

Localisation - ZPSO	Composant	Partie de composant	Critère de conclusion
<u>Extérieur</u> Buse métallique	Murs périphérique	Enduits à base de ciment lissé	Résultat d'analyse P1
<u>Extérieur</u> Buse métallique	Murs périphérique	Joint entre buse métallique et structure béton	Résultat d'analyse P2
<u>Extérieur</u> Buse métallique	Murs intérieurs	Revêtement résineux partie droite	Résultat d'analyse P4
<u>Extérieur</u> Buse métallique	Murs intérieurs	Revêtement résineux partie gauche	Résultat d'analyse P5

La localisation des prélèvements sont à retrouver dans l'ANNEXE 1 - la fiche de cotation et d'indentification

### 3. Liste des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante

Localisation - ZPSO	Composant	Partie de composant	Critère de conclusion
<u>Extérieur</u> Buse métallique	Murs intérieurs	Peinture	Résultat d'analyse P3

La localisation des prélèvements sont à retrouver dans l'ANNEXE 1 - la fiche de cotation et d'indentification



Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## IX. RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

QUALICONSULT IMMOBILIER - RCS PARIS 490 676 293

ZAC DE LA BLANCHE TACHE

180 RUE DU GENERAL DE GAULLE

CS 80720 80450 CAMON - Tel./Fax : 0322477070 - 0322472479

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros - R.C. VERSAILLES 490 676 293 - SIRET 490 676 293 00288 - APE 7120 B

Siège social : 1 bis rue du Petit Clamart - Vélizy Plus Bât E - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY - Téléphone : 01.40.83.75.75 - Télécopie : 01.46.30.39.62 - N° TVA Intra-communautaire FR 56 490 676 293

**CE RAPPORT NE PEUT ETRE UTILISE OU REPRODUIT QUE DANS SON INTEGRALITE**

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

#### **4. Gestion des déchets contenant de l'amiante**

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

##### **a. Conditionnement des déchets**

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret No 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

##### **b. Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

##### **c. Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

##### **d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.since.org](http://www.since.org).

##### **e. Traçabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

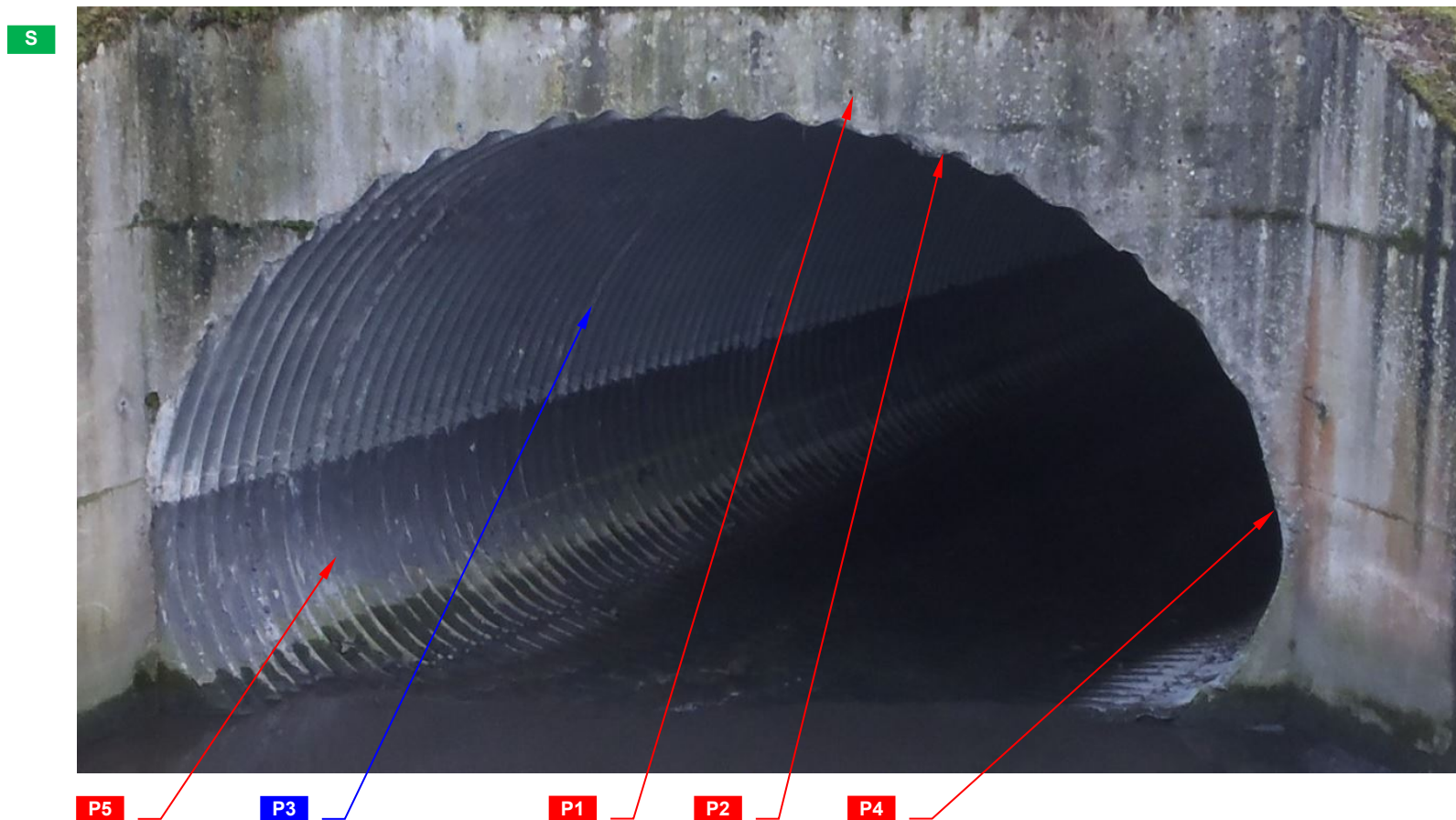
## **ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION**

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

N° échantillon	Date du prélèvement	Composant de la construction	Partie du composant	Localisation du prélèvement	Présence d'amiante	Croquis n°	Photo n°	Avis / Interprétation
<b>P1</b>	19/03/2020	Murs périphérique	Enduits à base de ciment lissé	Buse métallique	Positif	1	Photo P1	/
<b>P2</b>	19/03/2020	Murs périphérique	Joint entre buse métallique et structure béton	Buse métallique	Positif	1	Photo P2	/
<b>P3</b>	19/03/2020	Murs intérieurs	Peinture	Buse métallique	Négatif	1	Photo P3	/
<b>P4</b>	19/03/2020	Murs intérieurs	Revêtement résineux partie droite	Buse métallique	Positif	1	Photo P4	/
<b>P5</b>	19/03/2020	Murs intérieurs	Revêtement résineux partie gauche	Buse métallique	Positif	1	Photo P5	/

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## **ANNEXE 2 - PLANS ET CROQUIS**

[illegible]

## PLANCHE DE REPERAGE USUEL

Indice de révision : 0

Origine du plan / Auteur : Alexandre GOMES DOS SANTOS

## VUE en PLAN

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## ANNEXE 3 - PHOTOS



Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

**PRELEVEMENT : P1**

Pièce ou Local	Buse métallique
Composant de la construction	Murs périphérique
Partie du composant	Enduits à base de ciment lissé

Présence d'amiante **Oui**

Plan N° **1**



**PRELEVEMENT : P2**

Pièce ou Local	Buse métallique
Composant de la construction	Murs périphérique
Partie du composant	Joint entre buse métallique et structure béton

Présence d'amiante **Oui**

Plan N° **1**



QUALICONSU

2

180

CS 80720 80450

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000

Siège social : 1 bis rue du Petit Clamart - Vélizy Plus Bât E - 78140 VELIZY VILLA

nautaire FR 56 490

CE RAPPORT NE PEUT ETRE

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

**PRELEVEMENT : P3**

Pièce ou Local	Buse métallique
Composant de la construction	Murs intérieurs
Partie du composant	Peinture

Présence d'amiante **Non**

Plan N° **1**



**PRELEVEMENT : P4**

Pièce ou Local	Buse métallique
Composant de la construction	Murs intérieurs
Partie du composant	Revêtement résineux partie droite

Présence d'amiante **Oui**

Plan N° **1**



QUALICONSU

180

CS 80720 80450

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000

Siège social : 1 bis rue du Petit Clamart - Vélizy Plus Bât E - 78140 VELIZY VILLA

naulaire FR 56 490

**CE RAPPORT NE PEUT ETRE**



Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

**PRELEVEMENT : P5**

Pièce ou Local	Buse métallique
Composant de la construction	Murs intérieurs
Partie du composant	Revêtement résineux partie gauche


Présence d'amiante	<b>Oui</b>
--------------------	------------

Plan N°	<b>1</b>
---------	----------



Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## **ANNEXE 4 - PROCES VERBAUX DU LABORATOIRE**

	<b>Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b>  <b>Avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti</b>	N° : 761157 31/03/2020
	Immeuble bâti concerné : <b>RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS</b>	



Site de Longjumeau  
1 chemin de Saulxier  
Parc d'activités Nativelle  
91160 LONGJUMEAU  
serviceclient@flashlab.fr




## RAPPORT SYNTHETIQUE D'ANALYSE RECHERCHE ET IDENTIFICATION DE FIBRES D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

<b>Client :</b> Qualiconsult Immobilier Alexandre GOMES DOS SANTOS 23 Avenue Félix Louat 60300 SENLIS	<b>Référence client :</b> 761157/P1 <b>Référence FlashLab :</b> 20FPP005356 <b>Adresse du chantier :</b> RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS	<b>Date d'acceptation :</b> 26/03/2020 <b>Date d'analyse :</b> 30/03/2020 <b>Date d'édition :</b> 31/03/2020 à 15:56
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Phase analysée	Méthode	Description microscopique	Préparation		Résultat
			Nb	Traitement	
Référence échantillon FlashLab : 001					
Référence échantillon client : P0001 - Enduits à base de ciment lissé					
Localisation : Buse métallique / Murs périphérique					
- Enduit	# META	N/A	1	Acide chlorhydrique	Présence de fibres d'amiante de type Chrysotile
Référence échantillon FlashLab : 002					
Référence échantillon client : P0002 - Joint entre buse métallique et structure béton					
Localisation : Buse métallique / Murs périphérique					
- Joint, Dur	# META	N/A	1	Acide chlorhydrique	Présence de fibres d'amiante de type Chrysotile
Référence échantillon FlashLab : 003					
Référence échantillon client : P0003 - Peinture					
Localisation : Buse métallique / Murs intérieurs					
- Peinture	# META	N/A	1	Chloroforme	Absence de fibres d'amiante
Référence échantillon FlashLab : 004					
Référence échantillon client : P0004 - Revêtement résineux partie droite					
Localisation : Buse métallique / Murs intérieurs					
- Matériaux noir	# META	N/A	1	Chloroforme	Présence de fibres d'amiante de type Chrysotile
Référence échantillon FlashLab : 005					
Référence échantillon client : P0005 - Revêtement résineux partie gauche					
Localisation : Buse métallique / Murs intérieurs					
- Matériaux noir	# META	N/A	1	Chloroforme	Présence de fibres d'amiante de type Chrysotile

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au demandeur.  
Seules les prestations identifiées par le symbole # dans ce document sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.

	<p align="center"><b>Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b></p> <p align="center"><b>Avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti</b></p>	<p align="center">N° : 761157 31/03/2020</p>
Immeuble bâti concerné : <b>RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS</b>		



Site de Longjumeau  
1 chemin de Saulxier  
Parc d'activités Nativelle  
91160 LONGJUMEAU  
serviceclient@flashlab.fr



<b>Client :</b> Qualiconsult Immobilier Alexandre GOMES DOS SANTOS 23 Avenue Félix Louat 60300 SENLIS	<b>Référence client :</b> 761157/P1 <b>Référence FlashLab :</b> 20FPP005356 <b>Adresse du chantier :</b> RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS	<b>Date d'acceptation :</b> 26/03/2020 <b>Date d'analyse :</b> 30/03/2020 <b>Date d'édition :</b> 31/03/2020 à 15:56
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Méthodes d'analyse pour la recherche des fibres d'amiante dans les matériaux :**

Analyse MOLP (Microscope Optique à Lumière Polarisée) selon le guide HSG 248 – Appendice 2

Analyse META (Microscope Electronique à Transmission Analytique) selon la norme NFX 43-050 et méthode interne de traitement

**Validé par :** VATH Sorrya  
Chef d'équipe

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au demandeur.  
Seules les prestations identifiées par le symbole # dans ce document sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.

2/2

Rapport MS V2.0

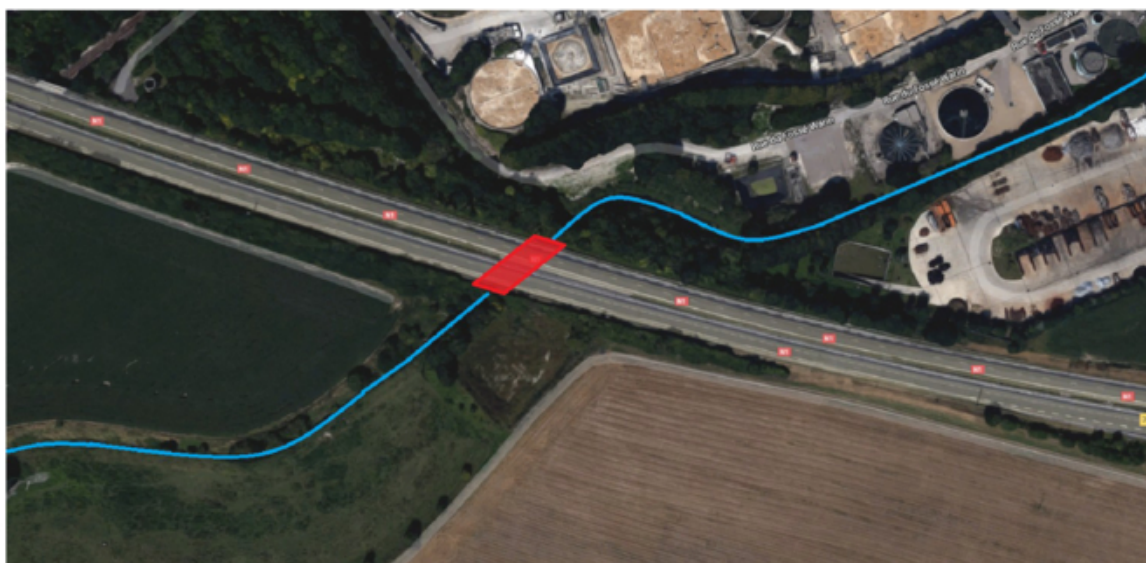
Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## **ANNEXE 5 - DESCRIPTIF DES TRAVAUX ENVISAGES (Documents fournis par le Maître d'Ouvrage)**

## 2 - Ouvrage 1 : La buse du fossé Warin

### 2.1 - Description de l'ouvrage

L'ouvrage étudié est de type PI (Passage Inférieur) et assure le franchissement d'un cours d'eau : « le Fossé Warin » par la route nationale 1 au PR 20+0800.



*Source : Google Maps*

L'ouvrage de franchissement est constitué d'une buse arche métallique en tôles ondulées. Les tôles sont initialement protégées contre la corrosion par une galvanisation à chaud. Un revêtement résineux en partie inférieure permet également d'assurer la protection de l'ouvrage.



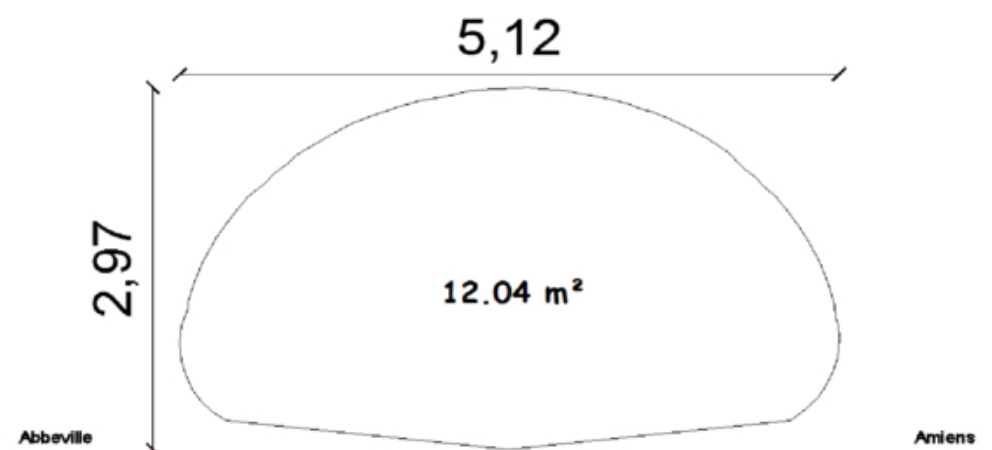


Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

Cette buse mesure 56 mètres de longueur pour une ouverture de 5,10 mètres et une hauteur de 3 mètres.



Vue de l'intérieur coté aval de la buse.



Coupe transversale de l'ouvrage.

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**



*Seuil côté amont*



*Affouillement en aval.*

**Le niveau d'eau à l'intérieur de la buse varie de 30 à 50 centimètres. Cet ouvrage est réactif aux précipitations.**

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## 2.2 - Accès

2 accès sont possibles. L'utilisation de cuissardes ou de waders est fortement conseillée.

### 2.2.1 - Accès amont (Via station d'épuration)



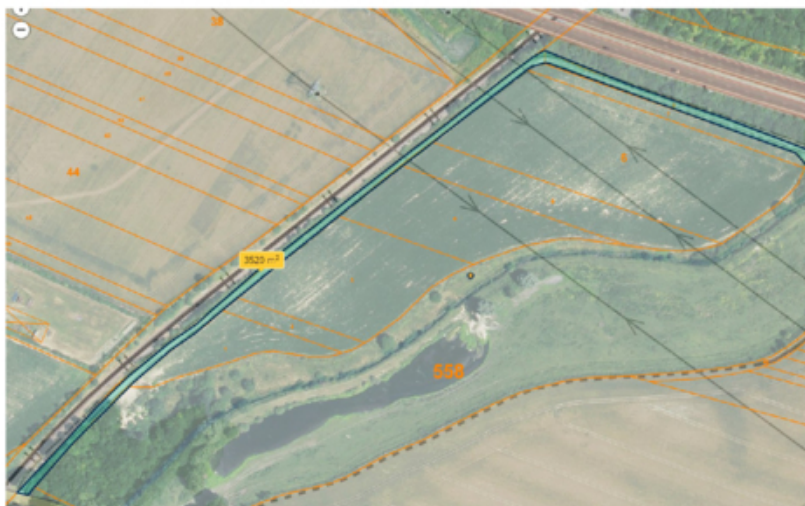
Entrée possible via le 11 rue du fossé Warin à Amiens (80 080) (coordonnées GPS 49°55'33.1"N 2°16'54.6"E). Cet accès nécessite une prise de contact avec le gestionnaire de la station d'épuration dite du Fossé Warin, station gérée par la CCI Amiens.





Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## 2.2.2 - Accès aval (Chemin d'exploitation)



Un second accès est possible via le chemin d'exploitation bordant la voie ferrée.  
Rue de la fontaine Bertricot à Amiens (80 000) (coordonnées GPS 49°55'20.2"N  
2°16'09.5"E)  
Cet accès permet d'accéder à la buse à l'aide d'un véhicule léger



Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## ANNEXE 6 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**



**ASSQCI1**

**ATTESTATION D'ASSURANCE**

**MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES / MMA IARD**

Atteste que le souscripteur désigné ci-dessous : **QUALICONSULT IMMOBILIER** (490 676 293 RCS Paris) VELIZY PLUS – Bâtiment E – 1bis, rue du Petit Clamart 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Est titulaire du contrat de **RESPONSABILITE CIVILE n°127106241** destiné à garantir les conséquences pécuniaires des fautes, erreurs, omissions qui pourraient être commises dans l'exercice des missions confiées en qualité de **diagnostiqueurs immobiliers**.

Les missions :

- Diagnostic amiante et hydrocarbures aromatiques polycycliques avant travaux ou démolition,
- Diagnostics amiante avant-vente,
- Dossier technique amiante,
- Diagnostic gaz,
- Diagnostic termites,
- Exposition au plomb (CREP),
- Risques naturels et technologiques,
- Diagnostic de performance énergétique,
- Diagnostic légionellose,
- Diagnostic radon,
- Etat des lieux,
- Prêt conventionné : normes d'habitabilité, prêt à taux zéro,
- Contrôle périodique amiante,
- Etat parasitaire,
- Loi Carrez,
- Diagnostic Métrage Habitable Loi Boutin,
- Etat de l'installation électrique intérieure,
- Millièmes/Tantièmes,
- Diagnostic technique SRU,
- Recherche de plomb dans l'eau,
- Recherche de plomb avant travaux,
- Etat descriptif relatif à la décence et la performance technique du logement (loi Scellier),
- Assainissement autonome et privatif,
- Diagnostic conformité piscine,
- Diagnostic gestion des déchets issus de démolition,
- Assistance dans l'évaluation des risques professionnels pour la santé et la sécurité des travailleurs (décret 2001-1016 du 5 nov. 2001) : document unique
- Repérage des matériaux contenant des Fibres Céramiques Réfractaires,
- Mesure d'empoussièrement

Les sommes assurées :

- RC Exploitation : 8.000.000 € tous dommages confondus par sinistre
- RC Professionnelle : 2.000.000 € tous dommages confondus par sinistre et par année

La présente attestation est délivrée pour valoir ce que de droit pour la période du **1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020**. Elle ne peut engager la compagnie au-delà des clauses, limites et conditions de la police à laquelle elle se réfère, notamment en cas de suspension et de résiliation.

Fait à Paris, le : 18/12/2019

L'assureur

**MMA IARD SA**  
RCS Le Mans 440 048 882  
Siège Social : 14 bd Marie et Alexandre Oyon  
72030 LE MANS CEDEX 9



Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes  
RCS Le Mans 775 652 126  
Sièges sociaux : 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex 9 - Entreprises régies par le code des assurances

Société anonyme, au capital de 537 052 368 euros  
RCS Le Mans 440 048 882

Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes  
RCS Le Mans 775 652 118

Société anonyme, au capital de 142 622 936 euros  
RCS Le Mans 440 042 174

QUALICONSULT IMMOBILIER - RCS PARIS 490 676 293  
ZAC DE LA BLANCHE TACHE  
180 RUE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 80720 80450 CAMON - Tel./Fax. : 0322477070 - 0322472479

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros - R.C. VERSAILLES 490 676 293 - SIRET 490 676 293 00288 - APE 7120 B  
Siège social : 1 bis rue du Petit Clamart - Vélizy Plus Bât E - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY - Téléphone : 01.40.83.75.75 - Télécopie : 01.46.30.39.62 - N° TVA Intra-communautaire FR 56 490 676 293

**CE RAPPORT NE PEUT ETRE UTILISE OU REPRODUIT QUE DANS SON INTEGRALITE**

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**

## **ANNEXE 7 - ATTESTATION DE CERTIFICATION**

Immeuble bâti concerné : **RN1 BUSE DE WARIN - 80000 AMIENS**



## Certificat de compétences Diagnostic Immobilier

N° CPDI4677 Version 002

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur GOMES DOS SANTOS Alexandre**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 10/10/2018 - Date d'expiration : 19/07/2020
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 10/10/2018 - Date d'expiration : 19/07/2020
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 12/12/2017 - Date d'expiration : 11/12/2022
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 12/12/2017 - Date d'expiration : 11/12/2022
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 10/10/2018 - Date d'expiration : 19/07/2020

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.  
Edité à Saint-Grégoire, le 08/10/2018.



\* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

\*\*Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement. Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

**I.Cert**  
Institut de Certification

Certification de personnes  
Diagnostic Immobilier  
Portée disponible sur [www.icert.fr](http://www.icert.fr)

**cofrac**  
ACCREDITATION  
N° 4-0522  
PORTÉE  
CERTIFICATION DISPONIBLE SUR  
DE PERSONNES [WWW.COFRAC.FR](http://WWW.COFRAC.FR)

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

CPE DI FR 11 rev13

QUALICONSULT IMMOBILIER - RCS PARIS 490 676 293  
ZAC DE LA BLANCHE TACHE  
180 RUE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 80720 80450 CAMON - Tel./Fax. : 0322477070 - 0322472479

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros - R.C. VERSAILLES 490 676 293 - SIRET 490 676 293 00288 - APE 7120 B  
Siège social : 1 bis rue du Petit Clamart - Vélizy Plus Bât E - 78140 VÉLIZY VILLACOUBLAY - Téléphone : 01.40.83.75.75 - Télécopie : 01.46.30.39.62 - N° TVA Intra-communautaire FR 56 490 676 293

**CE RAPPORT NE PEUT ETRE UTILISE OU REPRODUIT QUE DANS SON INTEGRALITE**  
Page 32 sur 32